



Le 09 janvier 2006

L'Honorable Dennis Fentie,  
Premier ministre du Yukon

L'Honorable Joe Handley,  
Premier ministre des Territoires du Nord-Ouest

L'Honorable Paul Okalik,  
Premier ministre du Nunavut

Messieurs les premiers ministres,

Il me fait grand plaisir, dans le cadre de cette campagne électorale, de vous écrire pour partager avec vous les positions du Bloc Québécois sur des enjeux qui vous sont chers.

Le Bloc Québécois est parfaitement conscient des conditions particulières qui prévalent dans le Nord du Canada comme dans le Nord du Québec. À cet égard, le Bloc Québécois estime que les défis posés par les facteurs géographiques et climatiques doivent faire l'objet d'un intérêt soutenu du gouvernement fédéral et trouver leur solution dans l'élaboration de véritables stratégies pour favoriser le développement régional.

Quant à la question particulière des citoyens autochtones, le Bloc Québécois juge que les engagements pris par le gouvernement fédéral à Kelowna constituent un bon premier pas pour combler l'écart quant à la qualité de vie qui existe entre les Premiers peuples et les Québécois et Canadiens. Le Bloc Québécois s'assurera que les sommes avancées répondent aux aspirations de l'ensemble des Autochtones et qui respecte les conditions et la localisation propres à chacune des différentes communautés.



Plus précisément, le Bloc Québécois fait siennes les recommandations de la *Commission royale sur les peuples autochtones*, dont le rapport a été déposé il y a 10 ans déjà, et croit donc que le gouvernement fédéral doit agir sur deux aspects distincts. Ottawa doit bien sûr réparer les torts occasionnés aux peuples autochtones par l'application, depuis plus de cent vingt-cinq ans, de la rétrograde *Loi sur les Indiens*, mais doit surtout soutenir les peuples autochtones dans la concrétisation de leur droit inhérent à l'autonomie gouvernementale. En se gouvernant eux-mêmes, les Premiers peuples pourront se doter d'outils de développement économique et social qui respectent leurs valeurs et leur identité et qui seront adaptés à leurs spécificités.

Le règlement de revendications territoriales globales et la mise en œuvre de telles ententes représentent un défi important à relever. Pour y arriver, il importe que le gouvernement fédéral fasse preuve de bonne volonté dans ses négociations et se plie aux obligations énoncées dans les ententes de manière à parvenir aux résultats voulus, le succès de la mise en œuvre étant jugé en regard de la mesure dans laquelle les obligations de toutes les parties sont respectées.

En attendant le jour où toutes les nations autochtones réaliseront leur autonomie gouvernementale et se doteront d'outils de développement économique et social, il est de la responsabilité du gouvernement fédéral, fiduciaire des peuples autochtones, de s'assurer que les Premiers peuples disposent de tous les moyens nécessaires pour palier aux problèmes auxquels ils sont confrontés. Le Bloc Québécois veillera à ce que le gouvernement fédéral respecte ses obligations.

Dans l'espérance que ces réponses vous seront utiles, je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.



Bernard Cleary

Porte-parole en matière d'affaires Indiennes et du Nord canadien



9 January 2006

[The 3 Addressees]

Dear Premiers:

I am pleased that the current election campaign gives me the opportunity to share with you the Bloc Québécois' (BQ) position concerning the issues that are important to you and the residents of the territories.

The BQ is perfectly aware of the particular conditions prevailing in northern Canada as well as in northern Quebec. In this respect, the BQ feels that the challenges posed by both geographic and climatic factors must generate a sustained interest from the federal government, and that the proper response to these challenges lies in the implementation of genuine regional development strategies.

As regards Aboriginal citizens, the BQ estimates that what the federal government committed to in Kelowna is a positive step towards bridging the gap between the quality of life of First Nations and that of Quebecers and Canadians. The BQ is committed to ensuring that the monies allocated answer the needs and aspirations of Aboriginals, and meet the specific conditions, including location, of the different communities.

The BQ fully endorses the recommendations made by the Royal Commission on Aboriginal Peoples, whose report was tabled a good ten years ago, and, therefore, the BQ believes that the federal government's action should be twofold. Of course, Ottawa must redress the wrongs suffered by Aboriginal Peoples as a result of over 125 years application of the retrograde *Indian Act*, but, above all, it must help the Aboriginal Peoples achieve their inherent right to self-government. Self-government will provide First Nations with social and economic development tools tailored to suit their specific identity and values.

Land claim settlements and the implementation of such agreements pose a serious challenge. For the federal government to rise to this challenge, it must show its goodwill in negotiations and abide by the obligations set forth in the agreements. Success in this matter will be measured by the extent to which each party has fulfilled its obligations.

Until all First Nations attain self-government and have their own social and economic development tools, the federal government, in its capacity as fiduciary, remains responsible for ensuring that all First Nations people have all the necessary means to deal with the problems and issues facing them. The BQ will see to it that the federal government abides by its obligations.

I hope the above information will prove useful.

.../2

Truly yours,  
[Signature]  
Bernard Cleary  
Spokesperson for Indian Affairs and Canada's North